

Forces de l'ordre contre syndicats le 1er Mai: «Cela ne nous était jamais arrivé auparavant»

PAR MANUEL JARDINAUD
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 2 MAI 2019



Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT,
le 1er mai 2019. © REUTERS/Benoit Tessier

Le défilé du 1^{er} Mai a été émaillé de charges des forces de l'ordre contre la tête du cortège intersyndical, pourtant sécurisée et encadrée par les services d'ordre des organisations. Un fait inédit selon les responsables de la manifestation.

Le 1^{er} mai 2019 restera « inédit » et « quand même assez violent ». Interrogé par Mediapart, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, cherche un peu ses mots pour qualifier les événements lors de la manifestation de la fête des travailleuses et des travailleurs, comme s'il ne comprenait toujours pas ce qui a pu motiver que « le carré de tête intersyndical » (CGT, Solidaires, et aussi FO et FSU) soit plusieurs fois attaqué par les forces de l'ordre.



Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT,
le 1er mai 2019. © REUTERS/Benoit Tessier

Mediapart a voulu reconstituer l'après-midi de ce mercredi de revendications syndicales où « ce qui ne nous était jamais arrivé avant », dit un cadre du service d'ordre (SO) de la CGT, a pu néanmoins se produire.

Tout débute un peu après 13 heures. Le « carré de tête », où se regroupent les principaux leaders syndicaux pour notamment répondre à la presse, commence tout juste à se former. Le début de la manifestation est prévu à 14 h 30 à l'angle du boulevard du Montparnasse et de la rue Stanislas, dans le XIV^e arrondissement de Paris, à proximité de l'église Notre-Dame-des-Champs. Déjà deux camionnettes de la CGT sont arrivées, floquées aux couleurs de la centrale de Montreuil. Un grand ballon de six mètres de haut a été gonflé, comme il est de coutume, pour signaler leur présence aux militants.

« Je suis arrivé assez tôt, j'avais eu droit à une petite fouille avant d'accéder au boulevard, raconte Éric Beynel, porte-parole de Solidaires. Un cortège s'était déjà formé, il y avait beaucoup de monde. L'atmosphère était déjà électrique, des forces de l'ordre étaient positionnées à tous les angles de rues. » Au sein du SO de la CGT, on dénonce même des policiers et gendarmes positionnés le long des murs du boulevard, en contradiction avec les demandes traditionnelles du syndicat auprès de la préfecture de police. « Du boulevard Montparnasse, ils en ont presque fait une nasse géante. »

Avant le défilé, une réunion secrète, non annoncée, dans aucun agenda, s'était tenue entre le préfet de police Didier Lallement, un représentant du ministre de l'intérieur Christophe Castaner et des membres de l'intersyndicale. Les organisateurs de la manifestation avaient refusé catégoriquement un « flanc-gardage », c'est-à-dire que soient positionnées des unités tout le long du rassemblement, à proximité directe des manifestants. Tout comme une opposition totale est déclarée à ce que les forces de l'ordre interviennent devant le carré de tête pour le couper du « cortège de tête », réputé accueillir des éléments violents.

« Nunez [secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur – ndlr] nous avait appelés mardi en disant qu'on pourrait manifester tranquillement », témoigne aujourd'hui Frédéric Bodin, responsable du SO de Solidaires. Ironiquement, poursuit-il, « le temps d'arriver au point de rendez-vous, la moitié du SO s'était fait confisquer du matériel, dont des gants qui

protègent les mains pour tenir la corde encadrant le carré de tête. Ce n'est pas vraiment ce que j'appelle manifester tranquillement. »

Alors que le carré est presque organisé, et que des journalistes s'apprêtent à interviewer Philippe Martinez, des policiers en tenue attaquent le cortège à cet endroit. Sans explication. Le site de la NVO, organe d'information de la CGT, publie une vidéo qui montre la soudaineté de l'événement où se conjuguent coups de matraque contre des personnes sur le flanc du défilé et envois de grenades lacrymogènes. Le commentaire évoque également des grenades de désencerclement (à partir de 1 min 27s).

Une autre vidéo, prise de l'autre côté du boulevard, quasiment en face, montre également les forces de l'ordre en action, violentes, contre le service d'ordre de la CGT, dont on distingue pour certains les brassards rouges, et celui de Solidaires, qui étaient déjà regroupés.

« Il n'y avait aucun black bloc au milieu, peut-être étaient-ils devant, au moins à une cinquantaine de mètres », assure Frédéric Bodin. « Les forces de l'ordre sont venues au contact avec notre SO », confirme Philippe Martinez. Il est momentanément évacué pour fuir les fumées de lacrymogènes. Selon le secrétaire général de la CGT, des militants se sont mis spontanément à chanter *L'Internationale* : « Cela a dû impressionner les forces de l'ordre, puisqu'elles ont arrêté », s'amuse-t-il. S'il assure qu'à ce moment-là aucun agitateur ou casseur n'était présent dans cette partie du cortège, il reconnaît qu'au moment de son évacuation momentanée, il a été sévèrement pris à partie par un petit groupe. « Un camarade m'a protégé », dit-il.

Même identifiés, des membres du service d'ordre reçoivent des jets de lacrymos

À l'intérieur du carré, c'est un peu la panique. Éric Beynel raconte s'être réfugié entre deux camions de la CGT. « On y est resté 10 à 15 minutes, le temps que les SO de la CGT et de Solidaires se reforment. Pendant ce temps, on a dû recevoir au moins deux fois des lacrymogènes. » À ce moment-là, le ballon de la CGT Île-de-France était déjà gonflé, et donc parfaitement

visible, et celui de Force ouvrière était en train de l'être. NVO indique que deux de ses journalistes ont été légèrement blessés par des grenades et pris en charge par des *street medics*.

La manifestation réussit néanmoins à se mettre en branle, alors que des échauffourées ont lieu en amont, le long du parcours (***lire le reportage de Mediapart sur la journée du 1^{er} Mai***). « C'était une manifestation complexe », note un membre du SO de la CGT, au moins jusqu'au carrefour de Port-Royal. Il affirme que, même identifié par son brassard, il a reçu un jet de bombe lacrymogène alors que des policiers en civil intervenaient juste devant le carré de tête pour y extraire des personnes. « Je me montre, je m'identifie, et je me prends un coup de lacrymo direct dans le visage », témoigne-t-il.

L'autre événement marquant se situe boulevard Saint-Marcel, à peu près à mi-parcours, un peu avant la rue Jeanne-d'Arc. « Là, la CGT avait déployé son SO, ainsi qu'une grande banderole », se remémore Éric Beynel. Le défilé avait retrouvé son calme à cet endroit, légèrement statique, alors que, selon les témoins, des fumées de gaz lacrymogènes étaient visibles au bout du boulevard, du côté de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

Le responsable du SO de Solidaires, Frédéric Bodin, confirme : « Nous avançons par à-coups, on voyait les fumées au loin. On faisait une pause. » Rue du Jura, un canon à eau est positionné, encadré de membres des forces de l'ordre. L'atmosphère, malgré les vapeurs lointaines de gaz lacrymogènes, est redevenue bon enfant. Sans explication, au passage du carré de tête, des gendarmes mobiles chargent le service d'ordre avant que le canon à eau se mette en action à son tour.

La cinéaste Dominique Cabrera revient du boulevard de l'Hôpital saturé de gaz. « Je raccompagnais une amie qui habite juste à côté, on allait rue Lebrun, mais tout était bloqué », relate-t-elle à Mediapart. Elle poursuit : « À ce moment-là, j'ai filmé la tête de cortège de la CGT. Ils avaient l'air à la fois déterminés et paisibles. » Elle a mis en ligne sa vidéo **sur sa page Facebook** où l'on voit distinctement les gendarmes

mobiles s'en prendre au SO de la CGT. « *Cette image est une preuve* », dit-elle, se déclarant encore choquée par cette violence éruptive et sans explication.

Présent au même moment, le journaliste de l'hebdomadaire *Politis* Michel Soudais a **twetté deux photos** de cette attaque qu'il qualifie de « *confrontation délirante* ».

Au cœur du cortège, personne n'explique cette intervention sans que le SO n'ait reçu un quelconque avertissement de la part de l'agent de liaison de la préfecture de police. « *Je ne sais pas pourquoi le canon à eau était avancé. Le reste a suivi* », dit encore Philippe Martinez. Le reste ? Des coups de matraque et des jets de grenades lacrymogènes. « *D'un seul coup, une pluie de lacrymogènes et la mise en action du canon à eau. On n'a jamais vu ça !* », témoigne toujours incrédule Frédéric Bodin.

« *Un carré de tête, ça se reconnaît ! Nous n'étions quasiment pas en mouvement, nous étions parfaitement identifiables* », peste-t-il encore. « *C'était délibéré* », accuse-t-il enfin. Les images de Dominique Cabrera montrent effectivement des hommes et des femmes avec leur brassard rouge précédant de peu l'immense ballon de la CGT. Le responsable du SO de Solidaires y voit une volonté d'humiliation.

Philippe Martinez hésite quant à l'analyse à faire de cet incident violent : « *Peut-être une volonté de montrer qu'il [Christophe Castaner] maîtrise la situation. Il avait fait beaucoup de cinéma les jours précédents.* » Le secrétaire général de la CGT compte lui écrire prochainement en apportant les preuves de ces attaques. « *Et dire une nouvelle fois ce que j'ai vécu.* » Au SO, selon nos sources, on déplore une dizaine de blessés, dont trois par des LBD. « *Cela ne nous était jamais arrivé auparavant* », indique-t-on en son sein.

Pour toute déclaration sur ces événements inédits lors d'un défilé du 1^{er} Mai, **Christophe Castaner a déclaré** que « *des gens [...] sont venus pour casser, pour brûler, pour attaquer, et [...] ont volé aux organisations syndicales leur fête [...]* ». De son côté, la préfecture de police a diffusé **un simple tweet** en milieu d'après-midi : « *Les forces de l'ordre ont pour mission de faire respecter l'ordre républicain qui permet à chacun d'exprimer ses opinions en toute sécurité. La CGT n'a jamais été la cible des policiers et gendarmes qui ont assuré leur mission avec détermination face à des casseurs violents.* » Un message qui fait fi des témoignages et des images.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.